

L'installation de Ceaușescu dans le positionnement est-ouest (1973-1975): Helsinki ou le confort douteux du lit de Procuste

*Traian Sandu**

Abstrait: Au début des années 1970, Ceaușescu était au faite de sa popularité, auprès de sa propre opinion autant qu'à l'étranger – pays occidentaux et Tiers-Monde, qui y voyaient un socialiste atypique, critique de l'emprise soviétique au sein du bloc. Mais le milieu de la décennie a enregistré une triple crise qui a entamé l'image de chef charismatique. Le développement économique a été compromis par la crise pétrolière, la relative détente politique limitée par la reprise en main hostile à la Conférence d'Helsinki et sa troisième corbeille des droits de l'Homme et le nationalisme antirusse mis en sourdine avec les besoins en matières premières et le rapprochement contre les libertés. La voie spécifique de la Roumanie devenait de plus en plus escarpée.

Mots clés : Guerre froide, relations est-ouest, socialisme, Roumanie, Conférence d'Helsinki

Le but final de l'idéologie marxiste-léniniste qui a habité l'esprit de Ceaușescu toute sa vie, ce fut le développement en vue du bonheur du peuple. Evidemment, ce développement et ce bonheur prenaient l'aspect particulier de l'industrialisme stalinien qui brimait la paysannerie, du productivisme appliqué aux industries de base qui frustraient la consommation et, en politique, de la dictature du prolétariat marxiste détournée par la poignée de révolutionnaires professionnels léninistes. Toutefois ce modèle, qui avait donné la preuve de sa dimension meurtrière dans l'Union Soviétique des années trente et, avec des adaptations *sui generis*, à l'échelle encore plus génocidaire de la Chine maoïste, fut tempéré par plusieurs facteurs dans les « démocraties populaires » après 1945. Outre que Staline lui-même ne tenait pas à reproduire chez ses clients centre-européens ses propres excès domestiques – la collectivisation roumaine s'étira ainsi, avec des phases de violence et de relâchement, sur près de quinze ans, jusqu'en 1963 –, sa disparition permit de diversifier les ressorts de la légitimation des régimes communistes.

Parmi les nouveaux leviers firent leur apparition un début de société de consommation, le nationalisme toléré dans certaines limites par Moscou, et la diversification des partenaires diplomatiques dans le bloc occidental et du Tiers-

* Professeur dr., Université-Paris III, Sorbone Nouvelle, France, email: traian.sandu@sorbonne-nouvelle.fr

Monde, que les Soviétiques acceptaient aussi tant qu'elle permettait d'élargir leur champ international par clients interposés. Le talent des dirigeants roumains, Dej puis Ceaușescu, fut de repousser presque jusqu'au point de rupture ces libertés octroyées par le centre moscovite, tout en restant dans le régime communiste et dans le système du pacte de Varsovie, impossibles à quitter après les mises au pas de 1956 et de 1968. Ainsi, Ceaușescu confirma l'ancien mix national-communiste de l'isolement roumain de l'entre-deux-guerres par rapport au centre moscovite¹ ; il reprit l'héritage de diversification diplomatique de Dej vers l'Occident, le Tiers-Monde – y compris les dissidents socialistes antirusses comme la Chine et la Yougoslavie² ; enfin, il tourna l'économie roumaine au monde dans une tentative de surmonter l'ancien dilemme de développement des pays fournisseurs de produits agraires et de matières premières –soit le libre-échange en vue d'une modernisation progressive, soit le protectionnisme éducateur de l'industrie autochtone.

Pour paraphraser Bainville à propos du traité de Versailles, sur le plan économique comme sur le plan diplomatique, Ceaușescu était trop petit pour ce qu'il avait de grand et trop grand pour ce qu'il avait de petit. Car Prométhée n'est pas à la portée de son régime, malgré une ambition qui le rapproche de Tantale, mais avec le sort des victimes de Procuste. La légitimation nationaliste et moderniste du national-communisme étirait exagérément ses ambitions en dehors de la médiocre soumission des leaders communistes aux Soviétiques et du retard technologique autochtone. Mais dès qu'il se trouvait ainsi hasardé, le couperet idéologique, géopolitique et économique le ramenait à la mesure de ses moyens d'autant plus impitoyablement qu'il l'exerçait parfois lui-même, en auto-censeur, n'ayant pas complètement oublié sa taille et qui l'avait fait roi.

Malheureusement pour lui – et pour les Roumains ! –, l'outil économique eut tendance à s'enrayer précisément à ce moment. Les relations avec les pays développés devinrent moins intéressantes, alors que la solvabilité à crédit des pays en voie de développement du Tiers-Monde continua à attirer Ceaușescu et que la Roumanie dépendait encore du commerce soviétique. L'économie mondiale devait bientôt connaître le bouleversement profond de l'apparition des nouvelles technologies, de la tertiarisation, de la nouvelle division internationale du travail. Ceaușescu n'était pas totalement inadapté au nouveau contexte, puisqu'il avait des ambitions de modernisation radicale dans le sens de l'électronique, voire de la cybernétique, et de l'énergie nucléaire. Le problème est qu'il voulait en même temps garder la base ouvriériste stalinienne de la sidérurgie et de la métallurgie lourde en voie de déclassement, ainsi que la tradition roumaine de la pétrochimie

¹ Tudor Pavelescu, Alina, « Le *Conducător*, le Parti et le peuple, le discours nationaliste comme discours de légitimation dans la Roumanie de Ceaușescu (1965-1989) », thèse de doctorat soutenue à l'Institut d'Études politiques de Paris le 10 février 2009.

² Irina Gridan, « La Roumanie de Gheorghiu-Dej, satellite récalcitrant de l'URSS. Acteurs, vecteurs et enjeux d'une politique extérieure sous influence, 1944-1965 », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin 2014/1 (N° 39), p. 147-154.

dans le contexte du renchérissement du prix du pétrole. Plutôt que de sauter à pieds joints dans la modernité comme les futurs dragons asiatiques, il pensait accumuler les étapes. De la nouvelle division internationale du travail, il voulait avoir les avantages sans les inconvénients, les exportations sans les importations – sauf pour les technologies de pointe, dont il attendait le transfert à moindre frais.

En août 1971, le flottement du dollar déstabilisa le commerce occidental et les relations de la Roumanie avec l'autre bloc connurent quelques changements. La seule économie solide, fondée sur une production industrielle à haute valeur ajoutée facilement exportée malgré une monnaie forte, était celle de l'Allemagne. La France se trouvait dans une position intermédiaire, mais elle avait fait le choix d'une détente avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis, ainsi que d'une plus grande intégration européenne, ce qui l'éloignait de l'Europe des nations gaullienne, donc des relations bilatérales avec la Roumanie. Ainsi, lorsque Valéry Giscard d'Estaing vint à Bucarest le 12 novembre 1971 pour signer les documents pour la Banque franco-roumaine de Paris, l'Allemagne fédérale était le premier partenaire commercial de la Roumanie, la France troisième après l'Italie.³ Le dirigeant Ceaușescu attendait toujours que la France rééquilibrât ses échanges et résolut les droits de douane liés au tarif extérieur commun de la Communauté économique européenne – comme promis en juin 1970 et ce que la RFA avait déjà fait. Même l'usine Dacia dépendait encore d'importations imprévues de Renault et ne respectait pas les délais dans l'autonomisation de la production roumaine. La réplique du ministre français tomba plus à propos, puisque la direction roumaine avait la maîtrise théorique de l'économie et n'avait pas non plus mis la France au premier rang commercial. En réalité, Ceaușescu avait tourné le commerce roumain vers l'Occident et obéissait en partie à ses règles de relative ouverture et de concurrence : il ne put qu'inciter son partenaire à une accélération du rythme des échanges, faute de quoi la Roumanie chercherait l'aide de l'Allemagne fédérale.

En effet Bonn, en position de force au sein de la CEE, avait réussi ce que Paris avait négligé de réaliser. Au moment où Ceaușescu était censé être revenu au stalinisme idéologique, voire basculer dans une mini-révolution culturelle, il recevait le président ouest-allemand Gustav Heinemann à Bucarest en mai 1971 pour parler libre-commerce avec l'Europe occidentale !⁴ Les 15 et 16 juillet, une semaine après les thèses, une délégation de la Commission européenne se trouvait dans la capitale roumaine à l'instigation de l'Allemagne pour discuter des conditions des échanges avec la CEE. Evidemment, le substrat secret du rapprochement roumano-ouest-allemand restait l'accord sur la « vente » des Allemands de Roumanie à la République Fédérale, qui liait les deux pays. Valéry Giscard d'Estaing ne releva pas un reproche qui s'adressait aussi à une France plus protectionniste que la grande puissance commerciale qu'était l'Allemagne de

³ Ilarion Țiu, « Cum l-au tras în piept francezii pe Ceaușescu » [Comment les Français ont trompé Ceaușescu], Adevarul.ro, 12 février 2013, consulté pour la dernière fois le 11 juin 2015 : http://adevarul.ro/cultura/istorie/cum-l-au-tras-piept-francezii-ceausescu-1_511a93cf344a7821183229d5/index.html.

⁴ Ibid..

l'ouest, mais retourna le compliment sur le plan financier. En effet, Ceaușescu usait de mauvaise foi en voulant obtenir des conditions d'emprunts de pays en voie de développement, alors que le revenu annuel par tête d'habitant était de 700 dollars au lieu des 80 d'un Pakistanais ou d'un Centre-africain ! Néanmoins, l'aigreur de l'échange avec le futur Président français devait laisser des traces.

Tout en cherchant une porte d'entrée sur le marché hautement développé de la CEE, Ceaușescu poursuivait les relations avec les pays en développement, vis-à-vis desquels la Roumanie faisait en effet figure de pays déjà avancé grâce à l'industrialisation forcée des années cinquante. Il cherchait à s'assurer des livraisons régulières de matières premières et des possibilités d'exportation en retour de produits finis, tablant sur la solvabilité de ces pays au vu des prix hauts des matières premières. Lors de la réunion du Comité exécutif du 16 mars 1973 il partit de la livraison de matières premières de l'Inde – pour les traditionnelles sidérurgie et pétrochimie –, mais plus généralement, l'Afrique et l'Asie postcoloniales, communistes ou pas, représentaient des fournisseurs intéressants ; il n'avait à l'esprit aucune préférence idéologique :

« Il faudra néanmoins discuter et faire un programme sur la durée. Prenons les pays qui ont du minerai de fer et commençons l'action dès cette année, pour le pétrole et d'autres produits, d'où nous devons l'assurer, et commençons les discussions pour des accords de longue durée d'un minimum de 5 ans, mais en général allons jusqu'à 10-15 ans. Ceci nous donnera la possibilité à nous aussi de développer des capacités de paiement correspondantes, parce que de la façon dont nous procédons maintenant, en allant au hasard, on ne peut pas faire de commerce international des matières premières. [...] Commençons les tractations dès cette année. Avec les pays socialistes aussi, concluons des accords pour 10-15 ans sur des questions de matières premières, inclusivement avec ce que nous devons leur payer. Parce que nous aussi nous devons prendre des mesures pour nous créer des capacités pour pouvoir payer. »

« Le Volta Supérieur veut que nous participions à la construction de voies ferrées et à des travaux miniers. Nous devons nous engager sérieusement à la construction de voies ferrées, parce qu'en Afrique ceci est une nécessité et ils ont des richesses, donc ils ont de quoi payer. Nous pouvons initier la pratique de leur donner du matériel ancien que nous retirons chez nous et qui n'est pas totalement usagé, le leur cédant meilleur marché. Engageons-nous sérieusement dans cette question, toujours liée aux matières premières. »⁵

Ceaușescu ne pouvait pas prévoir la flambée des prix liée à la guerre du Kippour en octobre de la même année, qui devait compromettre l'importation de brut bon marché pour les raffineries et la pétrochimie roumaine. Une des conséquences durant tout le reste de la décennie fut de maintenir un dollar faible pour faire baisser la facture pétrolière, ce qui défavorisait des pays comme la

⁵ Arhivele Naționale Istorice Centrale (ANIC), Protocole n°7 et sténogramme du Comité exécutif du CC du PCR du 16 mars 1973, Cancelarie 1973, dos. 49, f.1-15, ici f.5 et f.6.

Roumanie : certes intéressés par un prix des hydrocarbures moins cher, ils étaient surtout lésés par la concurrence retrouvée des produits occidentaux, dopés par les dévaluations compétitives de leurs monnaies. Donc l'insertion par Ceaușescu de son pays à un niveau intermédiaire, entre importations de matières premières des pays en voie de développement et exportation de produits finis à plus haute valeur ajoutée à ces mêmes pays ainsi que, éventuellement, à des pays développés – pour couvrir le prix des importations de technologies chères de ces derniers – se trouvait compromise.

La synthèse de toutes ces impasses du système communiste en général et de la Roumanie de Ceaușescu en particulier se noua lors de la Conférence d'Helsinki. Le leader roumain y perdit les trois principaux leviers – international, économique et politique – de sa légitimation lors de la négociation des trois « corbeilles », mais sans s'en rendre compte et avec sa propre aide ! Le rapprochement des blocs par la reconnaissance des frontières rendait sa médiation inutile et le privait de l'argument bessarabe ; l'ouverture au commerce et aux investissements occidentaux rendait le pétrole soviétique à terme plus cher et l'ensemble du bloc plus dépendant sur le plan économique du bloc adverse ; la discussion des droits de l'homme ouvrait la boîte de Pandore des libertés et entraînait en concurrence avec le nationalisme comme instrument politique.

Ce que la Roumanie espérait néanmoins tirer de ces discussions, c'était l'élargissement de sa marge de manœuvre dans le contexte de la première conférence regroupant les pays des deux blocs de l'après-guerre.⁶ Elle pouvait jouer la carte des Etats petits et moyens contre les deux blocs dominés par les grands comme elle l'avait fait lors de la visite de De Gaulle. Toutefois, l'équilibre entre les superpuissances esquissé par un des petits membres d'un des blocs ne pouvait que bénéficier à l'autre, et la Roumanie continua donc à jouir du soutien occidental. Les pays membres de l'OTAN acceptèrent en mai 1972 l'ouverture de négociations à Helsinki, ce qui propulsa le sujet au sein des discussions du pacte de Varsovie également. Ceaușescu s'en chargeait au sommet : les 31 juillet et 1^{er} août il participa à la réunion au sommet des chefs de Parti et d'Etat socialistes en Crimée, au cours de laquelle Brejnev demanda une meilleure coordination entre les membres du pacte de Varsovie en vue de la conférence et à l'égard de la République fédérale d'Allemagne. Ceaușescu seul exprima ses réserves habituelles, qu'il aborda à nouveau en tête-à-tête avec Brejnev.⁷ L'Union Soviétique fit encore des concessions à celui qui apparaissait comme le protégé des Occidentaux, impossible à écarter de l'intérieur et encore moins par une intervention militaire,

⁶ Andreea-Iuliana Bădilă, « Demersuri diplomatice românești în cadrul Conferinței pentru Securitate și Cooperare în Europa (1966-1975) » [Démarches diplomatiques roumaines dans le cadre de la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (1966-1975)] : <https://geopolitikon.wordpress.com/tag/andreea-iuliana-badila/> consulté le 14 décembre 2016.

⁷ Minutes of the Meeting in Crimea, 31 juillet 1972, Parallel history project on cooperative security (PHP) de l'institut fédéral suisse de technologie de Zurich, consulté le 9 janvier 2017 : <http://www.php.isn.ethz.ch/lory1.ethz.ch/collections/colltopic07d4.html?lng=en&id=16044&navinfo=16037>

maintenant que le pacte de Varsovie cherchait le rapprochement avec l'ouest. L'ambassadeur soviétique à Bucarest, Vasili Drozdenko, mena les discussions avec Ceaușescu et lui fit parvenir au cours du mois d'août « à titre confidentiel un titre de projet qui pou[vait] être adopté à la suite des consultations multilatérales préparatoires d'Helsinki ». ⁸ Les résultats de ces discussions soviéto-roumaines qui individualisaient une fois de plus Ceaușescu au sein du bloc se concrétisèrent lors de la déclaration de Prague du 26 janvier 1973 : l'inviolabilité des frontières, non recours à la force, collaboration entre Etats et respect de la souveraineté, cela revenait à une capitulation diplomatique de la doctrine Brejnev face aux exigences roumaines.

Ceaușescu envoya à l'ouverture des discussions le 3 juillet 1973 une délégation conduite par le ministre des Affaires étrangères, George Macovescu. ⁹ Mais le principal négociateur fut Valentin Lipatti, ancien ambassadeur à l'UNESCO, directeur de la Direction culturelle au Ministère des Affaires étrangères en 1972-1973, puis de la Direction des Relations avec l'Europe à partir de 1973. Selon l'espion transfuge Ion Mihai Pacepa, Valentin Lipatti était aussi colonel au service Désinformation de la Securitate sous le nom de Valentin Leonte, recruté pour son adhésion idéologique et ses excellentes aptitudes linguistiques, ainsi que sa connaissance du monde occidental. ¹⁰ Il provenait en effet d'une famille de boyards, son frère avait été le grand pianiste Constantin (« Dinu ») Lipatti et il avait lui-même traduit en français l'œuvre de Caragiale, ainsi que bien d'autres œuvres. Homme de culture et diplomate formé dans sa prime jeunesse durant le précédent régime, son jugement sur Ceaușescu mérite d'être cité :

« Je dois avouer qu'à cette époque le dialogue avec lui [Ceaușescu] n'était ni impossible, ni improductif. Il connaissait bien le dossier des problèmes en discussion, il te laissait parler et, après avoir écouté aussi les autres, posait des conclusions et traçait des tâches, qui étaient suffisamment générales pour ne pas gêner quand il fallait les appliquer ». ¹¹

C'est donc une délégation en relation étroite mais souple avec Ceaușescu qui se présenta en juillet 1973 à Helsinki. Elle avait déjà fait entendre sa voix dès les consultations préparatoires du 22 novembre 1972, lorsque Lipatti protesta contre l'inégale répartition des sièges – trois aux quatre Grands et deux aux autres – , sans doute sur le modèle de Ion Brătianu à la conférence de Paris de 1919. L'insistance sur la procédure devait rendre la voix des petits plus audible, et sa position fut prise en compte. La délégation roumaine a également insisté pour que

⁸ Document cité dans Bădilă, loc. cit..

⁹ Protocole n°22 de la séance du Présidium permanent du CC du PCR du 18 juin 1973, Cancelarie 1973, dos. 109, f.2-3.

¹⁰ Ion Mihai Pacepa, *Orizonturi roșii. Crimele, corupți și moștenirea Ceaușeștilor* [Horizons rouges. Crimes, corruptions et l'héritage des Ceaușescu], Bucarest, Humanitas, 2010, 494pp, ici p190.

¹¹ Valentin Lipatti, *În tranșeele Europei. Amintirile unui negociator* [Dans les tranchées de l'Europe. Souvenirs d'un négociateur], Bucarest, Editura Militară, 1993, 208pp.

la présidence des séances ne soit pas assurée par les représentants finlandais, mais devint tournante au bénéfice des chefs de délégation de tous les Etats. Ces efforts ne firent pas plaisir aux Soviétiques, mais les Roumains étaient en bonne position dans cet environnement multilatéral.

Brejnev se montra toutefois satisfait de la conférence préliminaire : lors du débriefing de Moscou, en janvier 1973, il balaya le mauvais souvenir laissé par l'opération tchécoslovaque et la « souveraineté limitée » – des « histoires et des bricoles » –, menaça à mots couverts la Chine et s'insurgea contre « les riens roumains », arguties qui pouvaient retarder le processus européen – mais sans pour autant les attaquer : « Surtout pas ! », rassura-t-il...¹² C'était un avertissement sans frais, dont Ceaușescu s'empressa de ne pas tenir compte durant le reste de la conférence.

Dans la première phase de la Conférence, du 3 au 7 juillet, Macovescu mit en avant le rôle de la diplomatie roumaine depuis 1966 dans l'avènement de la Conférence ; il exprima son désir de voir institutionnaliser le processus après la Conférence sous la forme d'un organisme consultatif auquel les Etats-Unis et le Canada participeraient ; sa présidence devait être tournante et la prise des décisions devait se faire par consensus – afin d'éviter un directoire des grandes puissances, un souci également hérité de la politique de l'entre-deux-guerres lors de la discussion du plan Briand.

Mais les premiers inconvénients à jouer avec les Occidentaux et avec le feu des aspirations à la liberté commencèrent à se faire sentir. Comme le remarque à juste titre Andreea-Iuliana Bădilă, la presse roumaine ne rendit progressivement plus compte des débats portant sur les libertés et les droits de l'homme.¹³

La réunion des experts, qui se déroula à Genève entre septembre 1973 et juillet 1975, connut des tensions de procédure, les grandes puissances préférant les discussions secrètes à domicile. Surtout, les difficultés des discussions SALT sur la limitation des armes stratégiques et la guerre du Kippour d'octobre 1973 interférèrent négativement sur le cours de la conférence. Le renouvellement du personnel politique à l'ouest, à la suite notamment d'affaires d'espionnage, affaiblit en apparence le camp occidental, tout comme l'initiative orientale et les débats de la conférence d'Helsinki-Genève donnèrent l'impression d'une victoire diplomatique du bloc de l'est. Le verrouillage des frontières et le contrôle des sociétés de l'est étaient censés rendre inopérante la concession sur les droits de l'homme, alors que l'éventuelle violation des frontières par les Occidentaux était immédiatement vérifiable.¹⁴ La réalité était à l'opposé de l'impression laissée par cette longue négociation.

L'ample excroissance de l'*Ostpolitik* allemande que fut Helsinki participa de la stratégie d'étouffement en douceur initiée à l'origine par Bonn, principal concerné par les frontières européennes avec son *alter ego* oriental et la Pologne.

¹² Bădilă, loc. cit..

¹³ Ibid..

¹⁴ Ibid..

La « deuxième corbeille » de l'ouverture économique mettait en contact deux ensembles de niveau de développement différent, d'autant que le bloc de l'est – avant tout l'Union Soviétique – fit le choix de l'économie de rente pétrolière et de l'insularisation de sa recherche de pointe militaire : l'économie civile, biens d'équipement et davantage encore bien de consommation, restèrent sous-développés et dépendants du commerce – et de l'endettement – avec l'Occident. L'impact de la « troisième corbeille » des droits de l'homme est tout aussi connu, avec la création d'un horizon d'attente de liberté pour les sociétés de l'est. S'il n'a généré qu'un mouvement de dissidence plutôt modeste dans une Roumanie à la culture politique retardée, il a néanmoins fini par converger avec des revendications sociales ou ethno-culturelles plus virulentes pour contraindre le régime de Ceaușescu à abuser de la force pour imposer ses vues. Enfin, la « première corbeille » de la reconnaissance des frontières et des discussions de sécurité n'apportait que l'avantage illusoire de l'acceptation occidentale du *statu quo* territorial que les Allemands de l'ouest avaient déjà entériné par les divers traités avec les partenaires orientaux. Elle privait Ceaușescu de l'éventuel levier bessarabe contre les Soviétiques, sans empêcher ces derniers d'instrumenter les minorités magyares pour presser l'indocile satellite, qui s'était lui-même placé dans cette situation. En réalité, le traité prévoyait l'éventuelle modification des frontières « par des moyens pacifiques et par accord », ce qui pouvait aussi s'entendre par des pressions tacites en cas de grand différentiel de puissance.

Certes, Helsinki avait fait baisser le risque de solution militaire intra-bloc à la hongroise ou à la tchécoslovaque, et c'est ce que Ceaușescu espérait en plaçant la Roumanie de façon bien visible au milieu du jeu diplomatique international ; mais de nombreux moyens de pression soviétiques subsistaient – comme la menace de changement de dirigeant ou le refus de signer le traité économique dans le cas de la Roumanie. Et la marge qu'il avait gagnée du côté oriental, il la perdait, imperceptiblement, à l'ouest avec l'endettement et les droits de l'homme – là où il espérait le développement et la popularité. Ainsi, indirectement mais sûrement, le processus d'Helsinki s'est retourné contre ceux qui croyaient l'avoir emporté, Ceaușescu cumulant les tensions au sein de son camp et l'incursion hasardée chez l'autre.

Mais son idéologie optimiste ne l'aveuglait pas totalement. Lors de la réunion du Comité exécutif du 23 juillet 1975, quand la question de la signature de l'Acte final d'Helsinki vint en discussion, Ceaușescu eut un échange étonnant avec Macovescu et avec Niculescu-Mizil : il ne voulait pas y aller ! En fait, il voulait y envoyer Maurer, sans doute pour arrêter de provoquer les Soviétiques et d'utiliser un fusible : « Que le Premier ministre y aille. Chez d'autres aussi, c'est le Premier ministre qui y va. [...] C'est le droit de chaque Etat de désigner qui il souhaite. »¹⁵ Mais la jeune garde le rappela à ses devoirs, institutionnels pour Macovescu – après tout, il avait cumulé les fonctions, et à Helsinki signaient les chefs d'Etat et de

¹⁵ Protocole n° et sténogramme de la séance du Comex du CC du PCR du 23 juillet 1975, Cancelarie 1975, dos. 107, f.1-11, ici f.6.

gouvernement – et surtout politiques pour Niculescu-Mizil – si Ceaușescu voulait jouer au chef charismatique, il devait en payer le prix :

« Cam. Paul Niculescu[-Mizil]

Je ne juge pas du point de vue juridique, mais du point de vue politique. La Roumanie est un des pays qui a initié cette action de sécurité européenne. Même à l'intérieur des pays socialistes, nous avons eu une position d'avantgarde dans ce problème. Et d'un. »

« Deuxièmement, la Roumanie a joué un rôle remarquable dans le cours qu'a pris cette conférence. Pas seulement la Roumanie en tant que pays, mais le président de la Roumanie – le camarade Nicolae Ceaușescu – a eu un rôle de premier ordre. »

« Troisièmement, cette Conférence ne résout pas les problèmes de fond, mais c'est une ouverture pour leur solution future. Avec toutes ses déficiences, on a adopté un système de travail nouveau, c'est le consensus qui a fonctionné, etc.. »

« C'est là, à la Conférence, que le président de la Roumanie soulignera l'importance de cette conférence, soulignera le point de vue de la Roumanie, et il me semble que ce serait bien d'y aller vous, camarade Ceaușescu. »

« Cam. Nicolae Ceaușescu :

« Il y des réserves. Que l'on ne crée pas l'illusion qu'il s'y est fait grand-chose. »¹⁶

Bref, il y allait à reculons, car il y avait des coups à prendre. Son sens politique lui indiquait que la protection occidentale et les freins à la violence soviétique n'étaient inscrits que dans le faux marbre d'un bloc de papier ; ce stuc baroque en trompe-l'œil fait de corbeilles d'abondance économique soutenues par la stabilité des lignes frontières et de promesses de liberté, recouvrait pas mal de chausse-trappes et réduisait sa marge de manœuvre autant que le risque de violence. Mais Ceaușescu n'avait en fait pas vraiment le choix, car les membres du Comité politique exécutif l'avaient mis au pied du mur, soit avec des analyses comme Macovescu et Niculescu-Mizil, soit avec des flagorneries sur son importance mondiale, comme ManeaMănescu.

C'est pourtant dans une des salles en véritable marbre blanc de Carrare du palais Finlandia d'Helsinki que Ceaușescu fit son discours devant 2500 participants, le 1^{er} août 1975, lors de la signature de l'Acte final pendant la clôture de la conférence du 30 juillet au 1^{er} août. Malgré les vingt minutes alouées à chacun, il parla le double, librement par rapport au texte préparé.¹⁷ Il y développa ses chevaux de bataille de politique extérieure, dont certains se trouvaient d'ailleurs dans le texte-même du traité : désarmement nucléaire, liquidation simultanée de l'OTAN et du pacte de Varsovie, accès des pays plus pauvres à la technologie nucléaire civile. Il y lança la formule gaulliste d'une « Europe unie, basée sur des

¹⁶ Ibid., f.6-7.

¹⁷ *Eveniment* du 22 avril 2014, Vestic.ro, http://www.vestic.ro/articol_37038/in-1975-la-helsinki-ceausescu-a-cerut-dizolvarea-blocurilor-militare-si-dezarmarea-nucleara.html?action=print

nations indépendantes ». Mais, preuve de son rééquilibrage, il fut le seul à rappeler, à cette occasion, les pratiques de guerre froide et attaqua les Occidentaux, sur le thème sensible des droits de l'homme, « l'activité de désinformation [...] de certains postes de radio sur les territoires de certains Etats participants à la conférence ». ¹⁸ Il s'agissait bien entendu de La Voix de l'Amérique et de Radio Free Europe, dont on a vu la gêne qu'elle commençait à exercer pour le régime sur l'opinion roumaine. Ceaușescu contrattaqua sur le thème de l'exploitation capitaliste et les pathologies sociales supposément spécifiques de l'ouest, drogue et criminalité. Ce mécontentement fut abordé aussi dans les discussions bilatérales avec les Américains : Vasile Gliga, l'adjoint de Macovescu, demanda à l'ambassadeur américain à Bucarest, Harry Barnes de faire passer les questions des droits de l'homme au second plan. ¹⁹

Le grand écart commençait à gêner Ceaușescu, d'autant qu'au sein du Pacte de Varsovie, il ne se contentait toujours pas de faire bande diplomatique à part, mais jouait encore au petit De Gaulle sur le plan concrètement militaire. Lors de la séance du Présidium permanent du CC du 21 janvier 1974, plusieurs sujets importants, dont Helsinki, étaient au programme ; mais le plat de résistance fut servi par les généraux Ion Ioniță, le ministre de la Défense, et Coman, chef du Grand état-major de l'Armée, qui devaient rencontrer dans l'après-midi l'imposant général Yakubovsky, le commandant suprême des forces du Pacte de Varsovie, flanqué d'une dizaine de généraux. ²⁰ Il venait pour demander aux Roumains leur accord à la participation aux « points de commandement » alliés, ce qui revenait, comme le dit Ioniță, à ce que « toutes les unités qui [étaient] mises à la disposition du Commandement [devaient] répondre à son téléphone, jusqu'au navire. Ici nous ne sommes pas d'accord, parce qu'il s'érige en commandant de ces troupes. » Si dans un premier temps Ceaușescu laissa Maurer s'avancer et se contenta de parler gros sous, il reprit vigoureusement les rênes :

« Nous avons décidé – et ceci fut notre bataille trois années durant – que les troupes nationales restent sous commandement national. Elles participeront, bien-sûr, en cas de guerre, mais toujours comme unités constituées en tant que telles. A ce commandement [allié], on ne lui a pas donné le droit de conduire les troupes nationales, mais de coordonner les actions en temps de guerre. » ²¹

Bref, cela revenait à adopter une attitude proche de la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966. Et encore, Ioniță se plaignit que dans les structures déjà intégrées de l'OTV (Organisation du Traité de Varsovie), on ne trouvait que des chefs soviétiques, alors qu'au sein de l'OTAN, les Américains

¹⁸ ANIC, Relations extérieures 1975, dos. 142, vol. I, cité dans *Eveniment* du 22 avril 2014, loc.cit..

¹⁹ *Eveniment* du 22 avril 2014, loc.cit..

²⁰ Protocole n°1 et sténogramme de la séance du Présidium permanent du CC du PCR du 24 janvier 1974, Cancelarie 1974, dos. 1, f.2-40, ici f.13-28.

²¹ *Ibid.*, f.15.

partageaient avec leurs alliés les fonctions de commandement. Ce contrôle de près des troupes de chaque membre de l'OTV, ainsi que le plan de dislocation des troupes, les Soviétiques l'avaient réglé depuis longtemps avec tous les participants, sauf avec la Roumanie, et Yakubovsky entendait l'effectuer à l'échelon technique de l'Etat-major, alors que les Roumains voulaient un accord politique entre gouvernements.

Allant plus loin encore dans le secret du Présidium permanent, Ceașescu se laissa aller à des remarques toujours plus désinvoltes, que même De Gaulle n'avait pas faites au sujet de l'OTAN :

« Cam. Nicolae Ceașescu : »

« En général, cela ne sert à rien de nous engager à participer. »

« Il faudra que nous réfléchissions à ce que nous allons faire de ce Traité. L'année prochaine, il expire. »

« Cam. Ion Ioniță : »

« Il est valable jusqu'en mai. »

« Cam. Nicolae Ceașescu : »

« Nous devons voir si nous maintenons encore les engagements assumés par ce pacte militaire. »²²

Les stipulations de 1955 du Pacte lui-même prévoyaient sa suppression en cas de succès des négociations d'un traité de sécurité collective, en cours à Helsinki et à Genève depuis plus d'un an. Néanmoins, leur nature ne laissait pas prévoir la fin du ciment militaire des blocs idéologiques, et l'anticipation roumaine était pour le moins audacieuse, en fait bien iconoclaste, dans le contexte.

Les débats se poursuivirent sur un ton tout aussi élevé quant aux prétentions soviétiques à recevoir des informations directes de la part de la hiérarchie militaire roumaine, même à un niveau assez élémentaire :

« Cam. Nicolae Ceașescu : »

« Que je l'informe [le Commandement de l'OTV] sur les conseils que je tiens, ce n'est pas logique non plus ; quand il m'informera de ce que fait l'armée soviétique, alors là, oui. »

« Il ne faut faire aucune sorte de concession ; je ne suis obligé de lui donner aucune autre sorte d'information. [...] [Ils, les Soviétiques] veulent faire un centre de commandement qui mène à la dissolution des armées nationales – et cela, il faut le dire clairement. »²³

Les discussions avec les Soviétiques furent donc dures, ainsi qu'il ressortit de la réunion suivante, la délégation soviétique accusant l'allié roumain de vouloir

²² Ibid., f.19-20.

²³ Ibid., f.27-28.

« imposer [ses] lois aux armées alliées des pays participants au Traité de Varsovie ».²⁴

L'irritation et l'inquiétude commençaient à poindre, car les avantages de la relative protection occidentale révélaient, nous l'avons vu, leurs limites pendant les négociations multilatérales d'Helsinki, également abordées le 24 janvier 1974. Ceaușescu fit preuve de nervosité liée à la prolongation des négociations, qui aboutissaient à des résultats douteux quant à la position inter-blocs :

« Je ne suis pas d'accord avec votre théorie, que nous attendions et laissons traîner les choses. Je considère que nous devons presser un peu et pousser les choses en avant. [...] Le problème est qu'il faut intensifier l'action sur toutes les lignes – et avec les pays socialistes et avec les autres pays. [...] Avec les pays socialistes aussi tâchons d'être un peu plus actifs. »²⁵

Durant ces deux mêmes réunions du Présidium permanent, plusieurs composantes de la crise générale et soviéto-roumaine se nouaient. Outre Helsinki et le pacte de Varsovie, le prix du pétrole – autre produit qui aggravait la dépendance roumaine de l'Union Soviétique – fut évoqué le 28 janvier 1974. Le quadruplement du prix du brut consécutif à la guerre du Kippour avait eu lieu et la Roumanie se trouvait en surcapacité avec son potentiel de raffinage et en difficulté avec ses contrats de pétrochimie²⁶ – qui plus était valorisée par la personnalité de chercheur en chimie d'Elena Ceaușescu ! Lorsque le débat en arriva au prix du gaz méthane, Ceaușescu démontra l'intérêt et l'inconfort de sa coopération internationale tous azimuts : la technique de désulfuration nécessitait des achats de technologies occidentales avec des crédits chers, alors que les Soviétiques profitaient des livraisons roumaines avec des crédits bas ; mais le prix du gaz avait augmenté au point où les livraisons soviétiques étaient intéressantes même au prix du marché ; quant au brut, il avait tout simplement disparu des marchés en raison de la politique de stockage, à laquelle la Roumanie participait.²⁷ Bref, s'être aventuré vers le commerce avec les Occidentaux s'avérait intéressant mais hasardeux, car l'économie roumaine encore retardée et pauvre devait faire face à des technologies et des prix difficilement abordables, et restait plus calibrée aux échanges avec les pays du bloc. L'Union Soviétique était même prête à prendre la Roumanie comme partenaire dans la construction d'un oléoduc pour lequel la Bulgarie et la Pologne s'étaient désistées, la ramenant ainsi au sein du bloc.

²⁴ Protocole n°2 et sténogramme de la séance du Présidium permanent du CC du PCR du 28 janvier 1974, Cancelarie 1974, dos. 2, f.2-29, ici f.17.

²⁵ Protocole n°1 et sténogramme de la séance du Présidium permanent du CC du PCR du 24 janvier 1974, loc. cit., f.34.

²⁶ Protocole n°2 et sténogramme de la séance du Présidium permanent du CC du PCR du 28 janvier 1974, loc. cit., f.23.

²⁷ Ibid., 19-22.

Les conséquences apparurent immédiatement dans le discours de Ceaușescu. Lorsque Macovescu évoqua la hausse des prix de la cellulose et du papier, il sauta sur l'occasion : « Réduisons la consommation intérieure. Pour les journaux, le papier de bureau, les différentes livraisons. »²⁸ Surtout, il passa à d'autres économies à réaliser, comme les prix des concours, notamment télévisés, que le Secrétariat du CC avait décidé de supprimer. Il rappela la décision de ne pas dépasser en primes trois fois le salaire des ouvriers : les concours télévisés, richement dotés – une voiture, en l'occurrence ! – devaient tenir compte de la frugalité annoncée. L'horizon du rêve devait être avant tout patriotique et sans argent à la clé : « Que l'on fasse ces concours avec les élèves, les pionniers. »²⁹ A l'inverse, le communiste Ceaușescu accepta de recevoir un prix accordé, à l'initiative du Pape, par « l'Association du prix international de la nouvelle Europe » !³⁰ Sans doute que ce prix était accompagné de lots conséquents, que le récipiendaire ne pouvait pas refuser...

Le piège de la (dé)responsabilisation se refermait sur la relation charismatique : le chef, investi par la société en attente d'un sauveur national après les années de soumission soviétique, entrait dans la spirale infinie du culte de la personnalité, donc des succès obligatoires et de la surprotection nécessaire contre les complots soviétiques pour le remplacer. Ainsi, les efforts sans limites et l'adoration demandés à la société se justifiaient aussi du point de vue des attentes nationalistes et consuméristes. Mais le cercle vertueux entre ces deux leviers idéologiques de mobilisation risquait de se briser sur le troisième levier, moins populaire mais cher à Ceaușescu, de l'idéologie socialiste. L'égalitarisme agressif ne passerait auprès de l'opinion que si les magasins étaient approvisionnés, les Russes écartés, l'inégalité réelle pas trop voyante et la milice pas trop répressive : une vaste gageure, donc. Mais en échange du règlement positif de cette quadrature du cercle, la récompense d'une improbable autonomie internationale et d'un autoritarisme populaire. Helsinki se chargea de briser cet improbable cercle vertueux.

²⁸ Ibid., f.24.

²⁹ Ibid., f.25.

³⁰ Ibid., f.28.

